

Lever les sanctions de l'O.N.U. et reconnaître le régime des Taliban

Thursday, June 28 2001 @ 00:54:41 CEST

The Taleban

Lever les sanctions de l'O.N.U. et reconnaître le régime des Taliban: la vraie façon d'aider l'Afghanistan ?

Par Julien Dufour

juldu@yahoo.com

L'Occident est unanime pour dire que l'Afghanistan vit aujourd'hui sous l'autorité du régime le plus obscur, le plus fanatique et le plus autoritaire de la planète. La situation humanitaire et économique du pays est aussi l'une des plus catastrophiques du monde. Outre une aide alimentaire indispensable et des campagnes pour les droits de la femme, la réponse de la communauté internationale aux activités politique, militaire, sociale et terroriste des Taliban a été un refus et une diabolisation de leur régime. Les Nations Unis leur ont imposé des sanctions pour les obliger à cesser leur soutien au terrorisme mondial, à remettre Osama Bin Laden à la justice américaine et à mettre fin à la culture de pavot. Quelle est la réalité de ces sanctions ? Sont-elles utiles ? Les Taliban ont-ils une chance de céder aux exigences de l'Occident ? Existe-t-il une politique alternative, plus efficace, plus réaliste ? Un résumé de l'histoire de l'arrivée des Taliban au pouvoir en 1996, un bref aperçu de la situation humanitaire et économique du pays et un rappel des sanctions imposées par l'O.N.U. et de leurs conséquences réelles sur l'Afghanistan devraient permettre une approche plus ouverte et plus objective sur un sujet brûlant du XXIème siècle.

Des sauveurs surnaturels

Des moments de terreur

L'Afghanistan, société moyenâgeuse, tribale, éclatée en ethnies rivales, tadjik, ouzbek, turkmène, hazara et surtout pathan, a été occupé par l'Union Soviétique à partir de 1979. A la suite de l'expulsion de l'Armée Rouge en 1989 (un million de morts et six millions de réfugiés en dix ans) et de l'assassinat par les Moudjahideen du dernier dirigeant pro-communiste Najibullah en 1992, les différentes factions islamistes qui avaient combattu ensemble sous l'occupation commencèrent à se battre pour le pouvoir. S'en suivit une terrible guerre civile qui opposa les différentes ethnies rivales et qui plongea l'Afghanistan à nouveau dans un bain de sang. La violence, la torture, le viol et les massacres étaient de rigueur. Plus d'un demi million d'Afghans en perdirent la vie. En 1994, quand les chefs de guerre terrorisaient le peuple afghan à la recherche du pouvoir, les Taliban - anciens réfugiés et étudiants en religion d'ethnie pathan - gagnèrent la partie Sud de l'Afghanistan avec peu de résistance de la part d'une population dégoûtée par la corruption, l'anarchie et l'instabilité politique qui déchiraient le pays.

Une paix retrouvée

Dans leur avancée vers Kaboul, les Taliban n'ont pas été amenés à beaucoup se battre. Dans la plupart des villages occupés, les gens, épuisés par l'incessante guerre civile, acceptèrent ces féroces Pathans comme des vengeurs surnaturels, se battant pour une juste cause : sauver le pays du chaos et transformer l'Afghanistan en l'état islamique le plus pur du monde. Plébiscités par les zones rurales d'Afghanistan (principalement chez les Pathans, en majorité sunnite, le groupe ethnique le plus important du pays qui représente 38% de la population), l'Islam traditionaliste est devenu le cœur idéologique de cette force "envoyée d'Allah", seule légitimité encore intacte et capable de remporter l'adhésion de la majorité du pays. Les Taliban ont par ailleurs montré leur intégrité en refusant systématiquement de négocier avec les chefs de guerre. En septembre 1996, alors que seize milices islamistes rivales se déchiraient le contrôle de Kaboul - réduite en miettes -, les Taliban prirent la ville, restaurèrent la paix, désarmèrent la population et permirent au commerce de redémarrer. La violence, le chaos, l'anarchie, le viol et la torture ont laissé place à la paix et la sécurité, dans le cadre de la Shari'a, la loi islamique. Le pays prend alors la dénomination d'Emirat Islamique d'Afghanistan.

La confrontation avec l'Occident

Le manque d'expérience des Taliban pour ce qui est de la politique, des relations diplomatiques, des affaires culturelles et économiques ainsi que leur détermination à interpréter les Droits de l'Homme selon leur propre école religieuse plutôt que selon les principes occidentaux les ont placés en confrontation avec la logique du monde moderne. La frustration est mutuelle. Les Taliban ne comprennent pas pourquoi cela pose un problème au monde lorsque, par exemple, ils amputent la main d'un voleur ou tuent à coup de pierres une personne qui a commis un adultère, comme il est écrit dans le droit criminel islamique. Aujourd'hui, les Taliban contrôlent plus de 90% du territoire et il ne semble pas qu'il y ait une opposition solide, efficace et organisée, capable de défier leur pouvoir. Leur capacité à maintenir la loi et l'ordre ainsi que leur adhésion aux commandements de l'Islam et aux normes culturelles où les femmes afghanes traditionnelles sont soumises à l'autorité de l'homme, semblent avoir gagné la faveur des illettrés et des classes travailleuses, principalement dans les campagnes. Plus précisément, en dehors de Kaboul et des autres grandes villes du pays - où par ailleurs s'y retrouve aujourd'hui une majorité de gens venus des campagnes (les citadins et l'élite occidentalisation ayant en grande partie émigré) -, l'institutionnalisation de la loi islamique en Afghanistan peut être considérée comme un retour ou même une continuation de la tradition, tradition poussée à l'absurde.

Les origines de l'intégrisme

L'intégrisme musulman est né du choc de la rencontre entre l'Islam et le monde moderne à la fin du 18ème siècle, lors de la campagne napoléonienne en Egypte. Ce choc s'est intensifié au fur et à mesure que le fossé entre l'Islam et le monde occidental moderne s'est creusé. L'intégrisme musulman, par son refus de la modernité, a, quoi qu'il en soit, de beaux jours devant lui. Il s'éteindra ici et s'allumera ailleurs. C'est à nous, les pays occidentaux, de trouver des solutions innovantes, qui prennent en compte cette réalité et qui évitent un antagonisme à outrance contre cette situation sociologique de fait. L'intégrisme afghan, lui, a des racines moins lointaines. Pendant les dix années d'occupation communiste, le peuple afghan a été contraint par la force d'abandonner certaines de ses traditions et de ses coutumes religieuses. Par exemple, les Soviétiques ont forcé un peu trop brusquement sur la libération de la femme. Dans une société musulmane ultra conservatrice, ils ont provoqué un terrible choc en retour. La résurgence des mouvements islamistes intégristes dans les années 90 est une sorte de revanche, de délivrance contre dix années d'occupation, de guerre, de frustration et de conditionnement idéologique. L'intégrisme Taliban, quant à lui, est assez éloigné des autres intégrismes contemporains. Il s'agit plutôt d'un intégrisme d'origine tribale et ethnique, d'essence purement Pathan et qui est né dans les campagnes, une sorte de revanche sur la ville.

Un état d'urgence

Une situation catastrophique

Dépourvu d'accès à la mer, l'Afghanistan a toujours été dépendant de l'agriculture de subsistance (blé, raisin, pomme de terre, canne à sucre) et de l'élevage (principalement moutons et chèvres). La production agricole a continuellement chuté pendant les vingt dernières années: perte de main d'œuvre, de capital, interruption du commerce et des transports, destruction des systèmes d'irrigation par l'Armée Rouge, présence de mines anti-personnelles, réformes agraires. Par ailleurs, la pire sécheresse de ces trente dernières années a aggravé la situation et a laissé des millions d'Afghans dépendants de l'assistance humanitaire étrangère pour les problèmes de nourriture, de santé et de logement. Les responsables du Programme Alimentaire Mondial (P.A.M.) estiment que plusieurs millions de personnes se dirigent vers la famine si l'aide alimentaire s'arrête ou ne s'accroît pas. L'aide internationale ne peut bien sûr s'occuper que d'une fraction des besoins et ne peut avoir aucun impact sur le développement économique. Les indicateurs de développement humain en Afghanistan sont parmi les pires du monde. Selon l'U.N.I.C.E.F., la mortalité infantile est le double de celle des pays voisins, la mortalité maternelle, quant à elle, est la deuxième plus élevée au monde. L'Afghanistan serait aussi le 3ème pays au monde le plus mal nourri avec 70% de la population au bord de la famine. L'Afghanistan est donc aujourd'hui un pays meurtri, dépourvu d'administrations, dépourvu d'infrastructures, en ruines, où tout est à reconstruire et à réinventer.

Selon Erick de Mul, coordinateur des Nations Unis pour l'Afghanistan, "la capacité des Afghans ordinaires à résister à la moindre détérioration de leur situation après vingt ans de guerre est extrêmement limitée, une action apparemment inoffensive peut avoir un impact catastrophique sur la vie de millions de gens".

Les exigences de l'O.N.U.

Malgré cette situation humanitaire désastreuse, les Nations Unis, par l'intermédiaire de la résolution 1333 adoptée le 19 décembre 2000 par le Conseil de Sécurité renforcent la résolution 1267 adoptée le 15 octobre 1999 et exigent:

Que les Taliban se conforment à la résolution 1267 et qu'ils cessent d'offrir un entraînement et un soutien à des terroristes étrangers;

Qu'ils remettent le terroriste Osama Bin Laden (*) qui est déjà inculpé afin qu'il soit traduit en justice;

Qu'ils ferment dans un délai de trente jours tous les camps de terroristes situés en Afghanistan;

Qu'ils mettent fin à toute activité illégale concernant les drogues et s'efforcent d'éliminer la culture du pavot.

(*) Osama Bin Laden, milliardaire d'origine saoudienne, est inculpé par la justice américaine pour son prétendu rôle dans les attentats à la bombe commis le 7 août 1998 contre les ambassades des Etats-Unis à Nairobi et à Dar es-Salaam (plus de 250 morts) et pour sa possible participation à l'attentat contre l'U.S.S. Cole au large du Yémen en

2000 (17 marines américains tués). Le F.B.I. le considère comme l'ennemi public numéro un et offre cinq millions de dollars pour tout renseignement menant à sa capture. L'objectif d'Osama Bin Laden serait d'expulser les Américains du monde musulman.

Les sanctions

Tant que les Taliban ne s'acquitteront pas de leurs obligations découlant de la résolution 1267 et de la nouvelle résolution 1333, le Conseil de sécurité compte:

- Bloquer les avoirs financiers d'Osama Bin Laden;
- Appliquer un embargo sur les livraisons d'armes aux Taliban, qui comprend l'interdiction de leur fournir des armes, un entraînement ou des conseils d'ordre militaire;
- Fermer tous les bureaux de représentation à l'étranger;
- Inciter les Etats membres de l'O.N.U. à réduire le personnel d'un certain nombre de missions des Taliban à l'étranger;
- Conseiller aux Etats membres de restreindre les déplacements des hauts responsables des Taliban, sauf lorsqu'il s'agit de participer à des négociations de paix, de se conformer à la résolution ou pour des raisons humanitaires, y compris des obligations d'ordre religieux;
- Interdire l'exportation en territoire afghan de l'anhydride acétique qui sert à l'extraction de l'héroïne;
- Fermer toutes les agences d'Ariana Afghan Airlines et interdire tous les vols à destination et en provenance de l'Afghanistan sauf ceux effectués au titre de l'aide humanitaire. Des dérogations importantes sont prévues au titre des vols d'ordre humanitaire effectués par des organisations non gouvernementales et par des organismes publics apportant une aide humanitaire à l'Afghanistan ou pour leur compte.

Ces sanctions, formulées de façon à montrer qu'elles visent uniquement les Taliban et qu'elles ne nuiront pas au peuple afghan, ne font en fait qu'empirer la situation humanitaire et économique désastreuse et ne modifient en rien l'attitude des Taliban. La plupart des O.N.G. présentes sur place se montrent d'ailleurs concernées par les conséquences néfastes qu'ont les sanctions sur l'aide humanitaire. Selon l'O.N.U., si les sanctions devaient avoir des conséquences négatives sur la fourniture d'assistance humanitaire, ce serait de la faute des Taliban qui auraient "attisé la colère de la population contre les Nations Unis et les O.N.G. qui fournissent une aide humanitaire à l'Afghanistan" !

Par ailleurs, Nancy Soderberg, ambassadrice des Etats-Unis aux Nations Unis, dit que ces sanctions constituent "une réponse au terrorisme, et seulement à lui, les autres problèmes sont laissés aux autres". Le Conseil de Sécurité, mené par les Etats-Unis et la Russie, montre ainsi à quel point il a une manière extrêmement rigide de considérer les problèmes que vit le peuple afghan. On en oublie même la responsabilité majeure de ces deux pays dans les origines de la crise.

Des sanctions dangereuses

Les résolutions de l'O.N.U., depuis leur adoption, ont eu les conséquences suivantes sur l'Afghanistan et le peuple afghan:

Une dévaluation de 20% de l'Afghani, la devise afghane, qui a eu pour effet une forte augmentation du prix des produits d'importation, abaissant ainsi le pouvoir d'achat des Afghans à des niveaux encore jamais atteints;

La baisse de la confiance des investisseurs étrangers: les contrats qui avaient été signés entre l'Emirat Islamique d'Afghanistan et d'autres gouvernements ou investisseurs privés ont été soit annulés soit ajournés, entraînant ainsi une augmentation du chômage;

Un impact psychologique néfaste dû à l'incompréhension du peuple afghan quant au bien-fondé des sanctions, les menant à penser que l'O.N.U. est contre le peuple afghan et contre l'Islam;

L'encouragement au non-retour des 2.6 millions de réfugiés afghans actuellement au Pakistan et en Iran, et l'augmentation de leur nombre par ceux qui fuient la sécheresse et la famine;

La complication et l'interruption de certaines opérations d'aide humanitaire à l'intérieur du pays;

L'arrêt de certains vols humanitaires dû à l'embargo sur les vols internationaux d'Ariana Afghan Airlines. L'hôpital pédiatrique Indira Gandhi de Kaboul, par exemple, ne peut ainsi plus recevoir de médicaments et d'équipement médical en provenance d'Inde;

L'impossibilité aux avions d'Ariana Afghan Airlines d'effectuer des visites de maintenance à l'étranger, augmentant ainsi l'insécurité des vols intérieurs et clouant au sol certains avions;

L'embargo sur les vols d'Ariana a aussi presque interrompu les communications par voie postale entre les Afghans et leurs familles à l'étranger alors qu'auparavant plus de 10 000 lettres étaient envoyées quotidiennement;

La paralysie de certains secteurs du pays: des projets miniers (l'Afghanistan dispose d'importantes réserves de cuivre et de fer), de gaz et de pétrole (dont le fameux pipeline qui aurait dû lier le Turkménistan et le Pakistan via l'Afghanistan) ont été abandonnés;

La difficulté des importateurs afghans dans le règlement de leurs transactions suite à l'impossibilité des banques afghanes d'opérer avec l'étranger: ils doivent dorénavant envoyer du liquide, ce qui pose de nombreux problèmes dont le risque de perte, de vol ou de ne jamais recevoir le bien commandé...

Malgré les promesses de l'O.N.U., la résolution 1333 fait surtout et avant tout souffrir le peuple afghan. L'effet domino des sanctions a touché tous les secteurs de l'économie, déjà l'une des plus pauvres du monde. Elles n'ont eu pour effet que d'attiser la colère des Taliban, de faire le jeu des durs du régime et de rendre plus difficile encore la résolution des problèmes humanitaires et politiques du pays. La destruction des deux grands bouddhas de Bamiyan, aussi insensée que fut cette action, peut être considérée comme une expression de la fureur de la branche la plus fanatique des Taliban à l'encontre du reste du monde.

Le siège new yorkais

La sanction la plus incomprise par les Taliban concerne le siège de l'Afghanistan au sein de l'O.N.U.: il est toujours occupé par l'ancien Président Burhanuddin Rabbani, qui, avec le Commandant Ahmad Shah Massoud, ne contrôle que de 5 à 10% du territoire afghan. Le Front Islamique Uni (F.I.U., le parti de l'opposition de Massoud, anciennement l'"Alliance du Nord") bénéficie d'un crédit fort au sein de la communauté internationale car il est considéré comme étant l'incarnation de l'"Afghanistan démocratique". C'est oublier sa culpabilité au moins égale à celle des Taliban dans les crimes de guerre et les massacres de population civile ainsi que son caractère islamiste fort. Interdire les armes aux

Taliban et non au F.I.U., c'est légitimer le comportement de ce dernier et oublier le sort de ses victimes. Quelle est donc la légitimité du siège de Rabbani à New York ? Il n'a aucune responsabilité gouvernementale et ne contrôle aucune administration dans le pays. Comment peut-il faire appliquer les résolutions et décisions de l'O.N.U. à l'intérieur du territoire ? Cette situation ne fait qu'encourager la confrontation. D'autant plus que le conflit afghan aujourd'hui peut être définitivement considéré comme ethnique, opposant les Pathans du Sud et de l'Est aux Tadjiks du Nord. Une alternative crédible serait pour les Nations Unis de rendre le siège vacant à l'image de l'Organisation de la Conférence Islamique (O.C.I.) qui attend que la question de légitimité soit résolue par la négociation entre les parties.

Des sanctions inutiles

Osama Bin Laden: un invité de marque

Il est important de rappeler qu'Osama Bin Laden a soutenu les Moudjahideen pendant l'occupation de l'Armée Rouge jusqu'à l'expulsion de cette dernière en 1989 et a aidé les Taliban dans leur dernière offensive contre Kaboul en 1996. Osama Bin Laden est aussi un des beaux-frères et amis du chef des Taliban et est surnommé le "banquier du Djihad". Il a par ailleurs financé la construction de la résidence du Mollah Muhammad Omar, le chef des Taliban, dans la banlieue de Kaboul. De plus, les Taliban sont des Pathans (ou Pachtounes). Leur vie morale est régie par un code, le Pashtunwali, littéralement "le chemin des Pathans". Le premier point de ce code moral est la Melmastia. Cela signifie montrer de l'hospitalité envers n'importe quel visiteur sans aucune attente de gain. Tous les musulmans se doivent de se montrer accueillants envers les étrangers mais cette obligation morale est plus forte chez les Pathans. Si vous êtes un invité, votre hôte, quelque soit son importance, se doit de vous servir lui-même. Vous serez traité et nourri mieux que lui. La Melmastia signifie aussi l'hospitalité envers un prisonnier, l'accueil d'un criminel si celui-ci le demande, jusqu'au don de sa vie pour son invité.

Osama Bin Laden est donc plus qu'un invité des Taliban, il est considéré comme un frère de l'Afghanistan. Il est fort probable que quelque soit l'importance des sanctions et l'intensité de la pression occidentale, jamais les Taliban ne livreront Osama Bin Laden. D'autant plus que les Etats-Unis, n'ayant pas reconnu le gouvernement des Taliban, n'ont évidemment pas signé de traité d'extradition avec eux. Espérer qu'Osama Bin Laden sera livré est une utopie, Bin Laden est inextradable. La requête américaine concernant l'extradition d'Osama Bin Laden est donc sans aucune utilité et peut paraître plus un prétexte qu'une véritable raison objective dans l'imposition des sanctions contre les Taliban.

Par ailleurs, les Taliban certifient qu'Osama Bin Laden n'exerce aucune activité terroriste à l'encontre d'aucun pays étranger à partir du territoire afghan. Le terrorisme, "activité contraire à l'Islam", est interdit par les Taliban. Cela fait partie de leur politique et de leur engagement. Les Taliban attendent toujours des preuves concernant la culpabilité d'Osama Bin Laden et sont favorables à la négociation avec les Etats-Unis afin de trouver une solution "islamique" au problème. Néanmoins, il n'est pas impossible que les Taliban offrent un entraînement militaire à certains groupes armés dans l'objectif de soutenir sa politique extérieure. Il convient alors de débattre sur le sens même du terme "terrorisme". En effet, les Taliban ne cachent pas leur aide à certains mouvements indépendantistes islamiques en détresse. Le soutien au Cachemire contre l'Inde, à la Tchétchénie contre la Russie, voire à la Palestine contre Israël et à certains

mouvements islamiques d'Asie Centrale fait partie d'une politique avouée qui va dans le sens du Djihad. Si les Taliban sont considérés comme des terroristes par l'Occident, ce même Occident se doute-t-il de la façon dont les Américains, les Russes et les Israéliens sont considérés par la plus grande partie du monde musulman ?

Darra Adam Khel: des armes en toute impunité

Les sanctions ont éliminé toute confiance des Taliban envers l'O.N.U. pour ce qui est des négociations de paix. Comment accepter l'hypocrisie des Nations Unis qui, se targuant de vouloir la paix en Afghanistan, impose un embargo sur les armes à une partie mais pas à l'autre, et qui ensuite envoie un émissaire qui revient surpris d'avoir été gêné dans ses initiatives de paix ?

L'interdiction de la vente d'armes aux Taliban, en plus d'être injuste puisqu'elle ne concerne pas les forces d'opposition (et ne va donc pas dans le sens d'un règlement du conflit) est inutile et purement symbolique. En effet, rien n'empêchera les armes d'affluer en provenance du Pakistan, où se trouve un important centre de fabrication d'armes: Darra Adam Khel.

Darra est un village pakistanais où tous les habitants se dédient à la fabrication et à la vente d'armes. Darra est situé près de Peshawar, au sein des Zones Tribales, dans la partie Ouest du Pakistan, zone dans laquelle la loi pakistanaise ne s'applique pas. Les Zones Tribales, à majorité pathan, sont dirigées par des chefs de tribu, qui possèdent leurs propres lois et leur propre police. Il s'agit de la plus grande zone tribale autonome du monde. Les armes ainsi fabriquées en toute impunité franchissent donc chaque jour la frontière afghane, non contrôlée par le gouvernement pakistanais, pour aller alimenter l'effort de guerre Taliban.

Le pavot: une histoire ancienne

L'une des raisons invoquées par les Nations Unis pour l'imposition des sanctions concerne le trafic de drogue. C'est oublier que l'Emirat Islamique d'Afghanistan a déclaré l'opium contraire à l'Islam et s'est officiellement déclaré en 2000 contre la production, l'utilisation et le trafic de drogue par l'intermédiaire de plusieurs décrets (le décret #2 du 3/1/1420 AH et celui du 4/5/1420 AH ainsi que le décret #19 du 26/4/1421 AH) qui interdisent la culture du pavot et exigent la destruction des usines de traitement. Par ailleurs, le problème de la drogue est un problème global qui ne peut être résolu que par des efforts venant de toutes les parties concernées. Au lieu d'imposer des sanctions à ce sujet, les Nations Unis devraient accepter sa responsabilité et aider les paysans qui abandonnent la culture de pavot à développer des cultures de substitution. Régulièrement, les forces des Taliban détruisent des champs de pavot, des usines de production d'héroïne et des cargaisons de haschich.

Les résultats sont là: jusqu'à l'année dernière, l'Afghanistan était de loin le premier producteur de pavot à opium au monde avec une production d'environ 3 500 tonnes, soit 75% de la production de la planète. En février, le P.N.U.C.I.D. (Programme des Nations Unies pour le Contrôle International des Drogues) a constaté une réduction drastique de cette culture. Sur les 2 700 villages et 80% des terres à pavot visités, il ne reste que 27 hectares de pavot, au lieu de 70 000

les années précédentes. Jusqu'alors 200 000 familles, soit environ un million de personnes, vivaient du pavot. Déjà, dans la province du Helmand, la grande région du pavot, des familles ruinées ou privées de travail grossissent le flot des réfugiés ou des déplacés.

Ce dont a besoin l'Afghanistan c'est d'une collaboration avec le P.N.U.C.I.D. dans son combat contre la drogue et d'une gratitude de la communauté internationale des efforts entrepris à ce sujet. Les Taliban, qui espéraient des concessions dont la reconnaissance diplomatique en échange de leur action, pensent que le manque de coopération réelle et les mensonges des Nations Unis concernant les problèmes de drogue est un prétexte supplémentaire pour dénigrer l'Emirat Islamique d'Afghanistan.

Changer de politique

Les sanctions: toujours une erreur

Les sanctions ont donc perturbé le commerce, augmenté les prix et accru la souffrance du peuple afghan. Elles ont été par ailleurs inutiles. En fait, elles pourraient même avoir eu directement un impact sur le renforcement du gouvernement des Taliban. Comme dans d'autres pays, les sanctions ont donc montré leur inefficacité, que ce soit à Cuba (Fidel Castro est resté plus longtemps au pouvoir que n'importe quel autre dirigeant de notre planète aujourd'hui en place) ou en Irak (selon certaines estimations, un million de personnes seraient mortes des conséquences directes des sanctions, par la détérioration des principaux indicateurs humains, et Saddam Hussein est toujours au pouvoir et bien portant). Ne recommençons pas la même erreur en Afghanistan, l'un des pays les plus pauvres et les plus déchirés de la Planète. Respectons le peuple afghan ! Donnons-leur leur chance ! Levons les sanctions imposées par l'O.N.U., de toute façon inutiles et hypocrites.

Rien ne les fera céder

Rendons-nous aussi à l'évidence que les Taliban sont les plus forts. Leur conviction quant à la justesse de leur politique est telle qu'il est utopique de penser que des sanctions et des campagnes occidentales de dénigrement auraient un quelconque effet. Aucune pression étrangère - encore moins venant de pays non musulmans - ne les fera plier sur quelque sujet que ce soit. L'aide alimentaire ne peut pas non plus être utilisée comme menace: les Taliban sont plus intéressés par l'application de la loi islamique que par le bien-être de la population. D'autant plus que les difficultés imposées aux Taliban par l'Occident ne les encouragent pas du tout à se plaindre, puisqu'il s'agit d'un "test d'Allah et, par sa Miséricorde, prendra un jour fin". Promouvons ce dialogue dont les Taliban semblent être à la recherche, à une seule condition: "que la dignité de la nation afghane et des principes islamiques soient pris en compte". Ne pas leur donner la parole, c'est aggraver leur position de victimes, leur sentiment d'être humiliés et méprisés et toutes les

conséquences qui en découlent pour le peuple afghan. Cette situation réjouit par ailleurs les durs du régime, qui rêvent d'établir une société islamique idéale s'inspirant du VIIème siècle en coupant tout lien avec l'étranger, et cela marginalise les modérés, qui voudraient sortir leur pays du chaos. Donnons-nous les moyens de les écouter !

La paix avant tout

Ceux qui sont sincèrement concernés par la paix et la stabilité dans la région devraient se battre avant tout pour tenter de donner une chance à un processus d'entente entre les différentes ethnies rivales que seuls les Pathans ont l'opportunité d'instaurer. Cela n'est possible aujourd'hui qu'à travers un engagement constructif avec le gouvernement des Taliban qui contrôlent déjà plus de 90% du pays. Prenons en compte la réalité ! Il ne s'agit pas d'approuver les Taliban mais plutôt de les comprendre et de les prendre en considération pour pouvoir mieux traiter avec eux sur un pied de respect et de reconnaissance mutuelle. Nous pouvons les critiquer, mais si nous les diabolisons et les isolons, nous ne ferons rien d'autre que les pousser encore un peu plus vers l'extrémisme et l'obscurantisme. Nous, les pays occidentaux, nous devons rester justes, objectifs et indépendants dans notre vision du monde musulman. Le mouvement des Taliban n'est-il d'ailleurs pas une forme exacerbée d'une culture musulmane que l'Occident dans son ethnocentrisme a du mal à accepter même dans ses formes les plus modérées ?

Encourager l'ouverture

Cette politique d'ouverture et de dialogue devrait être appliquée à l'égard d'autres pays considérés comme "hors la loi" par les Etats-Unis comme la Chine, l'Irak, la Libye ou Cuba. C'est en s'ouvrant vers ces pays, en prônant la réconciliation, le dialogue, en promouvant le commerce, les échanges culturels et diplomatiques, les Jeux Olympiques à Pékin, qui devrait permettre, à terme, d'encourager plus naturellement les idées démocratiques et les Droits de l'Homme. L'O.N.U. devrait repenser sa politique en profondeur et avoir une perspective plus globale, plus à long terme, et plus respectueuse des populations concernées. Rejoignons le Pakistan, les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite, reconnaissons le pouvoir des Taliban en Afghanistan, levons les sanctions de l'O.N.U., aidons le pays à sortir de la misère et de la souffrance, promouvons la paix par tous les moyens, attendons l'émergence de dissensions intérieures entre Taliban "pragmatiques" et Taliban "fanatiques", le combat pour les droits de la femme afghane n'en résulterait-il pas beaucoup plus efficace ?

Juin 2001